RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Rapport de synthèse pays

Dialogues tenus du 4 juin au 24 août 2026

« Quel tableau se dégage des dialogues ? »

Produit par la Fondation 4SD avec l'intelligence artificielle, revu par World Vision RDC

Octobre 2026

Remerciements

Ce rapport repose sur la parole de centaines d'enfants, de femmes et d'hommes qui, entre juin et août 2026, ont accepté de prendre du temps pour dire ce qu'ils mangent, ce qui leur manque et ce qu'ils voudraient voir changer. Les constats qui suivent leur appartiennent.

Nous remercions les enfants des Espaces Amis d'Enfants de Nyiragongo et de Goma, les membres du Parlement d'enfants de Binza, les comités d'enfants et comités de protection de l'enfant de Kikula, Kisunka, Simba et Kakanda, les enfants parrainés de Fungurume et de Maluku, les enfants de Ngandu, et les enfants et jeunes des quartiers de Gemena. Nous remercions également les femmes de Sake, de Kihindo, de Kisunka et de Nyangezi, les femmes leaders du réseau Paix et Sécurité du Nord-Kivu, les leaders religieux et communautaires et les autorités locales de Luiza et d'Idjwi, les agriculteurs et éleveurs de Fungurume et de Simba, les personnes vivant avec un handicap de Kakanda, les membres du réseau communautaire de protection de l'enfant de Binza, ainsi que les parents et habitants de Ngbandala, de Nzambe Ngoyi et du quartier Congo A.

Les dialogues ont été convoqués et facilités par des équipes de World Vision RDC, avec l'appui de partenaires et de structures locales qui ont prêté leurs salles, mobilisé les participants ou co-animé les échanges, notamment l'association ESVECO, SAD-SPIN, ARD et IGDFT, l'Église Méthodiste Unie, l'Église CBCO, le réseau des femmes Paix et Sécurité, les zones et aires de santé concernées, ainsi que les relais et volontaires communautaires. Les rapporteurs qui ont rédigé les formulaires de retour ont rendu possible la transmission de ces échanges.

Comment lire ce rapport

Ce que représente ce rapport

Ce rapport est une synthèse qualitative des formulaires de retour de 33 Nutrition Dialogues tenus en République démocratique du Congo entre le 4 juin et le 24 août 2026. Il rassemble les enjeux, les expériences, les points de vue, les liens entre enjeux et les actions que les participants ont exprimés, tels que les formulaires les rapportent. Il ne prétend à aucune représentativité statistique, nationale ou provinciale : il décrit ce qui a été dit dans ces dialogues-là.

Comment comprendre les constats

Le rapport met en évidence ce qui revient d'un dialogue à l'autre, tout en gardant les différences entre lieux et entre groupes, ainsi que les constats graves ou propres à une seule communauté. Les nombres de dialogues cités servent à situer l'étendue d'un constat ; ils ne mesurent ni sa gravité ni sa fréquence dans la population.

Les actions présentées sont **des actions proposées par les participants**. Elles ne sont ni des recommandations de la Fondation 4SD, ni des recommandations de World Vision ou de ses partenaires. L'interprétation de ces constats dans le contexte national et les décisions sur ce qu'il convient de faire relèvent d'une étape ultérieure, accompagnée d'un guide d'interprétation distinct.

Limites des données

- **Couverture.** Les dialogues ont eu lieu dans six provinces — Nord-Kivu (9), Sud-Ubangi (7), Haut-Katanga (6), Sud-Kivu (4), Lualaba (4) et Kasaï-Central (1) — et dans deux lieux, Maluku et Ngandu, dont la province n'est pas indiquée dans les formulaires. Ils ont été organisés dans des communautés où World Vision et ses partenaires interviennent. Le Kasaï-Central n'est représenté que par un dialogue d'adultes.
- **Voix.** Seize dialogues font entendre des enfants (dont cinq comités d'enfants enregistrés comme dialogues de parties prenantes) et dix-sept font entendre des adultes. Les âges des enfants ne sont pas renseignés pour les ateliers d'enfants.
- **Participation.** Les formulaires enregistrent au total 858 participants ; certains comptes ne concordent pas avec leur ventilation, et ce total est donc approximatif.
- **Nature des formulaires.** Chaque formulaire est une synthèse rédigée par un rapporteur, non une transcription. Les dialogues s'ouvraient souvent par un exposé sur la nutrition et suivaient des questions communes, ce qui influence le vocabulaire et la structure des réponses. Certains formulaires partagent de larges passages de texte ; ils sont traités ici comme une seule voix pour ces passages.
- **Langues.** Tous les formulaires sont rédigés en français. Plusieurs dialogues se sont déroulés en partie en swahili ou dans une langue locale ; les formulations reprises ici sont celles des rapporteurs et ne sont pas des citations mot pour mot.

Résumé exécutif

Dans les 33 dialogues tenus en 2026, enfants et adultes décrivent avant tout **des repas que l'argent du ménage ne permet pas d'assurer** : un repas par jour, souvent le soir ; une assiette de manioc ou de maïs, de feuilles de manioc et de haricots ; peu de fruits, peu de viande. Ce constat traverse toutes les provinces, mais les raisons diffèrent d'un lieu à l'autre : chômage et salaires de l'État impayés à Gemena, dettes et revenus irréguliers dans les comités d'enfants autour de Likasi, licenciements miniers à Kakanda, petit commerce devenu non rentable, taxes sur les activités des femmes à Sake, aide alimentaire jugée insuffisante et monotone au Nord-Kivu.

Le second fil est **la terre**. Dans les Kivu, l'insécurité armée, les engins explosifs, les pillages et, à Mugunga, l'enlèvement de parents éloignent les familles de leurs champs. Au Haut-Katanga, enfants et adultes disent que des entreprises minières occupent les terres agricoles ; à Fungurume, des agriculteurs parlent de champs et de rivières pollués ; à Kakanda, l'emploi minier a reculé et une partie des adultes quitte les champs pour l'exploitation artisanale. Ailleurs, la terre manque pour d'autres raisons : l'ananas vendu aux villes à Mugote, le bétail installé dans les champs à Masisi ou en divagation à Gemena, des sols infertiles près de la ville, l'absence de terre pour les personnes vivant avec un handicap. Au Haut-Katanga, des agriculteurs observent en outre que les pluies arrivent désormais un à trois mois plus tard qu'autrefois.

Les participants relient ces réalités entre elles avec précision. Des enfants expliquent qu'ils mangent mieux juste après la paie et de moins en moins jusqu'à la suivante, et que les dettes de leurs parents passent avant leurs repas. À Kakanda, des enfants et des jeunes décrivent une chaîne allant de l'abandon des champs à la hausse des prix des vivres venus de loin. À Gemena, des adultes relient le retour tardif des mères vendeuses aux repas pris la nuit par les enfants.

Les enfants apportent un regard de l'intérieur du ménage : l'heure des repas, ce qu'il y a dans l'assiette, ce que font ou ne font pas les adultes. Ils savent ce qu'est une alimentation équilibrée — certains l'ont appris à l'école — mais disent ne pas y avoir accès. Au Kivu, ils parlent de guerre et de champs dangereux ; ailleurs, ils demandent à être associés aux décisions sur les aliments. **Les adultes** mettent davantage en avant l'agriculture, les intrants, l'appui public, les services de santé, l'eau et les routes. Les femmes nomment des contraintes que les autres groupes nomment peu : la peur des violences sexuelles aux champs, les taxes, le partage des décisions avec les hommes.

Les participants agissent déjà — jardins, épargne, petit élevage, plaidoyer des enfants parlementaires, mobilisation contre l'insécurité dans un quartier de Gemena — et s'engagent à changer des pratiques à leur portée. Ce qu'ils demandent aux autres porte surtout sur ce qu'un ménage ne peut pas régler seul : la paix et la sécurité, la protection des terres, des emplois et des salaires payés, des intrants, des soins abordables, de l'eau et des routes. Ensemble, ces dialogues montrent qu'un même résultat — moins de repas, moins variés — naît de mécanismes très différents selon les lieux, et que, lorsque les participants décrivent leur propre situation, le savoir sur l'alimentation pèse moins que les moyens d'agir.

1. Introduction

Les Nutrition Dialogues réunissent des enfants et des adultes pour parler de leur alimentation, de ce qui la rend difficile et de ce qui pourrait changer. Chaque dialogue donne lieu à un formulaire de retour qui rapporte les défis évoqués, les actions jugées urgentes, les désaccords et une synthèse de la rencontre.

Ce rapport rassemble 33 dialogues tenus en RDC en 2026. Les rapprocher permet de voir ce qui revient dans des lieux très différents, ce qui ne se rencontre qu'à un endroit, comment les participants relient eux-mêmes les problèmes entre eux, ce que les enfants et les adultes voient chacun de leur côté, et ce que les participants estiment devoir changer.

Le rapport suit cette progression : les enjeux décrits (section 3), les liens que les participants établissent entre eux (section 4), ce que disent les enfants (section 5), ce que disent les parties prenantes adultes (section 6), les actions qu'ils proposent ou mènent déjà (section 7), et enfin ce que les dialogues aident à voir (section 8).

2. À propos des Nutrition Dialogues

Trente-trois dialogues ont eu lieu entre le 4 juin et le 24 août 2026. Onze ont été organisés comme ateliers d'enfants et vingt-deux comme dialogues de parties prenantes ; parmi ces derniers, cinq réunissaient en réalité des comités d'enfants, si bien que seize dialogues font entendre des enfants et dix-sept des adultes.

Les dialogues se répartissent en quatre ensembles géographiques. Au **Nord- et au Sud-Kivu** (13 dialogues), ils se sont tenus autour de Goma, à Nyiragongo, à Masisi, à Binza (Rutshuru), sur l'île d'Idjwi et à Nyangezi (Walungu), souvent avec des enfants d'Espaces Amis d'Enfants, des femmes et des leaders communautaires. Au **Haut-Katanga et au Lualaba** (10 dialogues), autour de Likasi (Kikula, Kisunka, Simba), de Fungurume et de Kakanda, ils ont réuni des comités d'enfants, des groupes de femmes, des agriculteurs et des personnes vivant avec un handicap. Au **Sud-Ubangi** (7 dialogues), à Gemena et dans ses quartiers, enfants et parents ont été réunis au même moment, chacun de leur côté ; ces dialogues revenaient sur les dialogues de 2024. Un dialogue a eu lieu à **Luiza (Kasaï-Central)** avec des autorités et des leaders, et deux dialogues d'enfants à **Maluku** et à **Ngandu**.

La somme des champs « total » des formulaires est de 858, mais les ventilations par genre totalisent 884 ; ces données ne concordent pas et le nombre de participants reste à vérifier. Les participants comprennent des enfants vivant avec un handicap, des personnes retournées après un déplacement et des personnes se déclarant autochtones. Tous les formulaires sont rédigés en français ; le swahili a été proposé ou utilisé dans trois dialogues. La liste complète figure à l'annexe A.

Ensemble géographique	Dialogues	Voix d'enfants	Voix d'adultes
Nord-Kivu et Sud-Kivu	13	5	8
Haut-Katanga et Lualaba	10	5	5
Sud-Ubangi	7	4	3
Kasaï-Central	1	0	1
Province non précisée (Maluku, Ngandu)	2	2	0
Total	33	16	17

3. Quels enjeux nutritionnels se dégagent des dialogues ?

Le repas dépend d'un argent qui manque, n'arrive pas ou s'épuise

Dans les 33 dialogues, des contraintes économiques sont évoquées sous différentes formes et contribuent à limiter la quantité ou la diversité des aliments accessibles aux ménages. Mais il ne prend pas la même forme partout. Des enfants de Ngandu expliquent que lorsque les parents n'ont pas de travail ou sont mal payés, « soit on mange une fois toute la journée, soit on ne mange pas ». À Gemena et dans ses quartiers, enfants et adultes parlent d'agents de l'État impayés depuis plusieurs mois, de salaires privés qui ne permettent pas de « nouer les deux bouts du mois », d'un petit commerce devenu non rentable et d'un argent qui ne circule plus. Les parents de Ngbandala et de Nzambe Ngoyi estiment qu'aucune amélioration de leurs conditions de vie n'a eu lieu depuis 2024.

Autour de Likasi, des comités d'enfants décrivent des parents endettés pour l'école, les soins ou le logement, et des revenus irréguliers tirés de petits commerces ou de travaux journaliers. À Kakanda, adultes et enfants évoquent les licenciements dans une entreprise minière et la fermeture de sociétés sous-traitantes. À Fungurume, des agriculteurs évoquent une hausse des prix des denrées pouvant atteindre 30 %. À Sake, les femmes disent que les multiples taxes réduisent à presque rien les profits de leurs petites activités ; à Kanyaruchinya, des enfants signalent qu'il n'y a plus de banque dans la zone depuis un an.

Au Kivu, l'insécurité armée tient les familles à distance de leurs champs

Hors de l'île d'Idjwi, les dialogues du Nord- et du Sud-Kivu parlent presque tous de guerre, de conflits ou d'insécurité armée ; aucun dialogue tenu ailleurs n'en fait un enjeu alimentaire de cette façon. Des enfants de Nyiragongo et de Mugunga décrivent l'insécurité autour des champs et la présence d'engins explosifs qui empêchent les parents de travailler la terre. Les femmes de Sake évoquent le pillage des vivres par des bandits et des hommes armés. À Binza, des membres du réseau communautaire de protection de l'enfant décrivent une zone agricole coupée du reste du territoire, où les cultivateurs n'ont parfois pas le temps de semer ou de récolter. À Goma, les femmes leaders citent le déplacement des familles. Les enfants retournés de Mugunga rapportent l'enlèvement de certains parents par des hommes armés, laissant des familles sans personne pour les nourrir.

Dans les dialogues d'enfants de Nyiragongo et de Mugunga, l'aide alimentaire est décrite comme insuffisante, « identique et répétée ». Les femmes de Sake ajoutent une préoccupation sur des discriminations dans le ciblage des ménages. Plusieurs dialogues du Nord-Kivu se sont tenus pendant une épidémie d'Ebola ; les organisateurs indiquent qu'elle a réduit la participation et les déplacements, et des enfants de Ndosho disent que l'on évite certains aliments par précaution.

Au Haut-Katanga et au Lualaba, l'activité minière pèse sur la terre et sur l'emploi

Dans les communautés autour de Likasi, enfants et adultes décrivent une même situation : des entreprises minières occupent des terres agricoles et il reste peu de place pour cultiver. Des adultes de Kikula parlent de « spoliation des terres », des agriculteurs de Simba d'occupation et d'exploitation de terres par les entreprises minières. À Fungurume, des agriculteurs demandent l'indemnisation des personnes dont les champs et les rivières ont été pollués par l'activité minière. À Kakanda, le lien passe par l'emploi : les licenciements et les fermetures de sous-traitants ont privé de nombreux ménages de revenus, et des enfants et jeunes observent qu'une partie des adultes se tourne vers l'exploitation minière artisanale et délaisse les champs.

Produire sa nourriture se heurte au climat, aux sols, aux intrants et aux bêtes

Là où l'agriculture familiale est décrite, les mêmes obstacles reviennent : semences, engrais et outils trop chers ou absents, sols moins fertiles, peu d'appui technique. Au Haut-Katanga, les agriculteurs disent que la saison des pluies a glissé : autrefois vers août selon les adultes de Kikula, vers octobre selon ceux de Simba, elle commence désormais en novembre, avec des rendements en baisse. À Fungurume, ils évoquent sécheresses prolongées et inondations.

Sur l'île d'Idjwi, les leaders décrivent une île de cultivateurs, de pêcheurs et d'éleveurs dont la production nourrit Bukavu et Goma, où l'accès aux terres est limité et où certaines espèces de poissons et de cultures ont disparu. À Mugote, une grande partie des terres arables est consacrée à l'ananas vendu aux villes, au détriment des cultures vivrières. À Masisi, les femmes demandent que soit retiré le bétail installé dans leurs champs ; à Gemena, enfants et adultes décrivent des bêtes en divagation qui abîment les jardins, des vols dans les jardins et des terres fertiles devenues lointaines.

Des assiettes monotones et des repas rares ou tardifs

Ce qui est mangé est décrit avec précision. À Ndosho, des enfants disent que leur quotidien est la pâte de manioc ou de maïs, les feuilles de manioc et les haricots, avec peu de fruits, peu de viande et « parfois un seul repas par jour pour la majorité ». À Simba, les agriculteurs décrivent une forte dépendance au maïs ; à Fungurume, des enfants parrainés disent que l'on mange souvent les mêmes aliments ; à Kakanda, que les fruits font rarement partie des repas. Des enfants de Gemena observent que l'on achète des aliments surgelés parce qu'ils coûtent moins cher que les produits frais.

L'horaire compte autant que le contenu. À Ngandu, les familles mangent souvent une fois par jour, vers le soir. À Ngbandala, des enfants disent qu'ils mangent toujours en retard. À Gemena, des adultes décrivent des enfants qui mangent la nuit. Dans plusieurs quartiers de Gemena, enfants et adultes notent pourtant que certains parents servent désormais les repas à des heures plus raisonnables et que des enfants mangent plus de deux fois par jour.

Soins, eau et salubrité : des services présents mais difficiles d'accès

Les participants relient la santé des enfants à leur alimentation. Des femmes de Kisunka citent des maladies infantiles récurrentes qui dégradent l'état nutritionnel des enfants ; des enfants de Ngandu disent que les maladies non soignées sont « le boulevard de la malnutrition » et demandent un « bon prix » pour les soins. À Gemena, des enfants et des adultes rapportent des hausses du tarif des soins, des centres de santé sans médicaments où l'on se voit remettre des ordonnances, et, dans le quartier Congo A, un accueil et des premiers soins conditionnés au paiement ainsi que des refus de soins attribués à la démotivation du personnel.

L'eau revient dans de nombreux dialogues : points d'eau insuffisants ou éloignés au Nord-Kivu, nouveaux lotissements sans eau à Fungurume, bornes-fontaines en panne et sources non améliorées à Gemena. Des enfants de Gemena décrivent l'insalubrité du grand marché et des toilettes de leurs écoles, et des avenues coupées par les érosions où même une évacuation médicale devient difficile. Dans plusieurs lieux, des routes dégradées empêchent l'approvisionnement : à Ngandu, la farine et l'huile arrivent mal.

Dans le ménage, la responsabilité de nourrir les enfants est discutée

De nombreux dialogues évoquent la faible implication des hommes dans l'alimentation familiale, la consommation d'alcool, ou des parents jugés « irresponsables ». Ces jugements sont débattus. À Kihindo, certaines femmes accusent leurs maris de ne pas travailler ou de dépenser l'argent en alcool, tandis que d'autres refusent de généraliser des cas isolés. À Fungurume, des enfants parrainés estiment que leur alimentation est une responsabilité partagée avec la communauté, d'autres qu'elle incombe d'abord aux parents. À Binza, les membres du réseau de protection de l'enfant se divisent entre causes liées aux

comportements et causes extérieures (guerre, climat, routes). Des familles nombreuses — plus de neuf ou dix personnes — sont aussi décrites comme ne pouvant manger trois fois par jour.

Des situations graves rapportées par quelques dialogues

Certains constats n'apparaissent que dans un petit nombre de dialogues, mais leur gravité justifie qu'ils soient mentionnés. À Masisi, des femmes disent craindre des violences sexuelles pendant les travaux champêtres. Dans le quartier Congo A, des filles relient les forages en panne à des infections récurrentes et au fait de devoir aller chercher l'eau plus loin, au risque de l'insécurité. Au Sud-Ubangi, des parents et des adultes rapportent une augmentation de la malnutrition et des décès d'enfants liés à la malnutrition, tandis que d'autres participants, dans les mêmes quartiers, perçoivent une baisse. Des préoccupations sont aussi exprimées sur la gestion de l'aide et des services : revente de produits nutritionnels thérapeutiques par certains parents, vente de moustiquaires destinées à être distribuées gratuitement, détournements. Ces éléments sont rapportés par les participants et n'ont pas été vérifiés.

À Kakanda, un dialogue présenté comme concernant des personnes vivant avec un handicap décrit une dépendance envers des proches eux-mêmes pauvres, des besoins nutritionnels peu pris en compte et un accès difficile aux soins et aux aides techniques — tout en affirmant leur capacité à produire.

4. Comment ces enjeux sont-ils liés ?

Les participants ne se contentent pas d'énumérer des difficultés : dans de nombreux dialogues, ils décrivent comment l'une entraîne l'autre. Les liens présentés ici sont ceux qu'ils ont eux-mêmes établis ; ils valent pour les lieux où ils ont été formulés.

Quand l'insécurité ferme les champs, la faim s'installe sur des terres fertiles

Au Kivu, le lien entre insécurité et accès aux champs est direct : l'insécurité et les engins explosifs empêchent un accès régulier aux champs ; à Binza, les incursions armées et la route en mauvais état empêchent de semer, de récolter et d'évacuer les produits. Les enfants retournés de Mugunga ajoutent l'enlèvement de parents, qui prive des familles de ceux qui les nourrissaient, et résument : « il n'est pas normal que nous souffrions de faim pendant que le pays regorge de terres arables ». À Nyangezi, les femmes leaders relient l'insécurité dans les périphéries à l'impossibilité d'investir dans la durée.

Moins de terres, moins d'emplois : deux voies par lesquelles l'économie minière atteint l'assiette

Autour de Likasi, adultes et enfants décrivent une séquence : l'expansion minière réduit les superficies cultivables, la production familiale baisse, et la disponibilité des aliments dans les ménages diminue. À Kakanda, la séquence passe par le revenu : les licenciements et fermetures entraînent chômage et baisse du pouvoir d'achat, et certaines familles se contentent d'un ou deux repas par jour composés surtout d'aliments de base.

Les enfants et les jeunes de Kakanda décrivent une autre chaîne : une partie des adultes quitte l'agriculture pour l'exploitation minière artisanale, la production locale baisse, la cité dépend de vivres venus de localités éloignées, les coûts de transport font monter les prix, et des familles réduisent le nombre de repas ou choisissent des aliments moins chers et moins nutritifs.

L'alimentation suit le rythme de la paie et des dettes

Des comités d'enfants autour de Likasi décrivent une alimentation qui varie au fil du mois : juste après la paie, les repas sont plus variés ; à mesure que l'argent diminue, ils se réduisent en qualité et en quantité. D'autres enfants insistent sur les dettes : une part importante du revenu part aussitôt aux créanciers. Dans

le quartier Congo A, des enfants relient les salaires de l'État impayés pendant des mois à l'endettement des ménages et à une situation qui s'aggrave.

Les pluies arrivent plus tard, les récoltes aussi

Les agriculteurs de Kikula et de Simba décrivent la même séquence : le retard du début des pluies perturbe le calendrier agricole, réduit les rendements et, au bout du compte, la quantité de nourriture disponible dans les ménages. Les deux groupes ne situent pas le début des pluies d'autrefois au même mois, mais tous deux le placent aujourd'hui en novembre.

Vendre ce que l'on produit plutôt que le manger

À Mugote, les leaders expliquent que l'ananas rapporte des revenus mais réduit les terres consacrées aux cultures vivrières, ce qui limite la diversité des repas. À Bugarula, ils relient la vente systématique des récoltes à la part insuffisante gardée pour la famille. À Binza, des enfants parlementaires observent que certains parents vendent ce qu'ils produisent pour payer l'école ou les soins plutôt que de le donner aux enfants.

L'heure des repas dépend du travail des mères

À Gemena, des adultes expliquent que les mères vendeuses — appelées localement « Trikpongbo » — rentrent tard à la maison, que les enfants mangent alors souvent la nuit, et ils relient ce rythme à la malnutrition des enfants.

De l'eau et des soins à l'état des enfants

Plusieurs dialogues relient la santé à l'alimentation : des maladies répétées dégradent l'état nutritionnel des enfants ; des soins trop chers, payants dès l'accueil ou sans médicaments en rendent l'accès difficile. Dans le quartier Congo A, des filles décrivent un enchaînement propre : les forages proches sont en panne, il faut aller plus loin chercher l'eau, et elles s'exposent à des infections et à l'insécurité.

Protéger un jardin coûte cher

À Gemena, des jeunes expliquent qu'ils respectent l'interdiction de couper les arbres, mais que le bois est devenu trop cher pour clôturer les jardins, laissés à la merci des bêtes en divagation. À Masisi, les femmes décrivent une autre forme du même problème : le bétail installé dans les champs détruit les récoltes.

5. Que nous disent les enfants ?

Seize dialogues font entendre des enfants : des enfants d'Espaces Amis d'Enfants et de quartiers périphériques de Goma, des enfants retournés, des enfants parlementaires, des comités d'enfants et de protection de l'enfant, des enfants parrainés, et des enfants et jeunes de quartiers de Gemena. Leurs propos sont rapportés par des rapporteurs adultes, souvent après un exposé sur la nutrition, ce qui invite à lire leur vocabulaire avec prudence. Ce qu'ils décrivent n'en reste pas moins très concret.

Les enfants décrivent ce qu'ils mangent — et ce qu'ils ne peuvent pas manger

Les enfants parlent de leur assiette avec précision : pâte de manioc ou de maïs, feuilles de manioc, haricots ; peu de fruits ; un seul repas certains jours. Ils savent aussi décrire ce qu'ils voudraient : à Fungurume, des enfants parrainés dressent le menu idéal — céréales, légumineuses, légumes, fruits, poisson, viande, œufs — en reconnaissant que beaucoup de ces aliments sont hors de portée ; à Ndosho, des enfants citent les aliments de construction, de protection et d'énergie appris à l'école, mais disent ne pas y avoir accès faute de moyens. À Kakanda, des enfants et des jeunes définissent une bonne

alimentation comme des aliments propres, en quantité suffisante, « plus de trois repas par jour », et la « possibilité de consommer les aliments désirés ».

Ils relient leurs repas au travail, à la paie et aux dettes des adultes

Les enfants expliquent leur situation par celle de leurs parents. Dans les comités d'enfants autour de Likasi, ils décrivent le cycle de la paie et le poids des dettes ; à Ngandu et à Maluku, ils placent le travail décent des parents au centre ; à Ngbandala, ils demandent à l'État des salaires réguliers, des emplois, une monnaie et des prix stables. Ce regard est parfois sévère : à Ngbandala et à Nzambe Ngoyi, des enfants estiment que le chômage rend certains parents, voire « la plupart des parents », « irresponsables », qu'ils ne respectent pas l'heure des repas ou négligent l'alimentation des plus petits ; au comité de Kisunka, certains enfants attribuent la malnutrition d'abord au manque d'implication des parents. D'autres enfants nuancent : les difficultés financières limitent les familles « même lorsqu'elles sont de bonne volonté ».

Au Kivu, les enfants parlent de guerre, de champs dangereux et de parents enlevés

Dans les dialogues d'enfants de Nyiragongo, de Goma et de Mugunga, la guerre est au cœur de ce que les enfants disent de leur alimentation : insécurité autour des champs, engins explosifs, aide alimentaire monotone, parents enlevés. Des enfants de Ndosho demandent le déminage des zones suspectées d'engins non explosés pour que l'agriculture puisse reprendre ; ceux de Mugunga demandent que « les combattants taisent leurs armes ». Ils débattent aussi entre eux de l'utilité de donner de l'argent liquide aux familles : certains y voient un moyen de planifier les provisions ou de pallier l'absence de banques, d'autres une solution insuffisante ou peu durable.

Ils voient des changements dans certains foyers

Au Sud-Ubangi, invités à dire ce qui a changé depuis 2024, des enfants de Gemena3, de Ngbandala et du quartier Congo A observent que certains parents diversifient davantage les repas, les servent à des heures plus raisonnables, achètent des moustiquaires ou mettent de l'argent de côté pour les provisions. Leurs parents, dans les mêmes zones, décrivent souvent une situation qui ne s'est pas améliorée. Les deux regards coexistent.

Ils veulent être consultés et ont des idées précises sur l'école

Dans trois provinces, des enfants demandent à participer aux décisions : à Binza et à Kisunka, aux décisions du ménage et de la communauté sur la nutrition ; à Kakanda, aux choix des aliments à acheter et à consommer. Interrogés sur un futur programme de repas scolaire, les enfants de Gemena se montrent très concrets : repas à l'entrée, à la récréation ou à la sortie (pour éviter la somnolence ou que l'on quitte l'école une fois rassasié), menus variés avec des fruits, réfectoires, propreté et lavage des mains, distribution équitable, cuisiniers intègres et bien rémunérés, dégustation préalable des plats et surveillance de la distribution pour la sécurité des enfants. Certains ne veulent pas de bouillie.

Les filles apportent une perspective propre

Dans le quartier Congo A, ce sont les filles qui relient le manque d'eau potable à des infections récurrentes et au risque de devoir marcher plus loin, dans l'insécurité, pour trouver de l'eau. Ce point n'apparaît que dans ce dialogue, mais il montre ce qu'une parole des filles peut faire apparaître.

6. Que nous disent les parties prenantes ?

Dix-sept dialogues font entendre des adultes : des groupes de femmes, des leaders religieux et communautaires, des autorités locales, des agriculteurs et éleveurs, des parents, un groupe présenté comme comprenant des personnes vivant avec un handicap, des membres d'un réseau de protection de

l'enfant et des adultes encadrant des enfants. Leur regard complète celui des enfants plus qu'il ne le répète.

Les femmes nomment des contraintes que d'autres nomment peu

Les dialogues de femmes font apparaître des réalités absentes ailleurs : la peur des violences sexuelles aux champs (Masisi), les taxes qui grèvent les petites activités (Sake), le bétail installé dans les champs, le « déni de ressources » pour les femmes, le partage des décisions alimentaires avec les hommes (Kisunka), le désaccord entre femmes sur le rôle des maris (Kihindo). À Kisunka, les femmes débattent de croyances qui font juger certains aliments inadaptés aux jeunes enfants et de l'âge auquel introduire les aliments complémentaires. À Nyangezi, les femmes leaders discutent ouvertement de ce qui pèse le plus — pratiques alimentaires ou conditions économiques, épidémies ou conflits — et proposent un ensemble d'actions familiales. Elles se distinguent aussi par des engagements immédiats et concrets.

Pour les leaders religieux et communautaires, la nutrition passe par les pratiques et les messages

À Luiza et sur l'île d'Idjwi, les leaders décrivent la malnutrition à travers des pratiques de ménage et de communauté : diversification, jardins, petit élevage, hygiène, rôle des hommes, vente des récoltes, protection des produits nutritionnels. Ils se voient comme des relais : intégrer la nutrition dans les prédications, ouvrir des espaces de causerie, surveiller les cas de malnutrition et orienter les enfants vers les structures de santé. À Mugote, ils posent aussi une question d'arbitrage, celle de l'équilibre entre l'ananas, qui rapporte, et les cultures vivrières, qui nourrissent.

Les agriculteurs parlent du climat, des intrants et de l'appui public

À Fungurume, Kikula et Simba, les agriculteurs et parents décrivent le décalage des pluies, la hausse des prix des intrants et des denrées, les terres prises ou polluées par l'activité minière et le manque d'appui public. Ils sont partagés sur ce qui pèse le plus : pour les uns, la faiblesse des revenus des ménages ; pour les autres, le manque d'implication des autorités locales auprès des petits producteurs. Ils reconnaissent aussi des progrès partiels depuis 2025 — sensibilisation, diversification des cultures et des repas — tout en notant que beaucoup de ménages ne peuvent pas appliquer ce qu'ils savent, faute de moyens.

À Kakanda, des demandes d'accès aux moyens de production sont rapportées

À Kakanda, un formulaire dont la composition du groupe reste à confirmer rapporte une bonne alimentation comme suffisante, variée et accessible à tous « sans discrimination ». Il évoque la dépendance envers des proches eux-mêmes appauvris, mais aussi la capacité de produire, et demande un accès à la terre, par mise à disposition ou location à des conditions préférentielles, et un accès aux prothèses, béquilles et fauteuils roulants. À Goma, les femmes leaders demandent également un appui aux organisations de personnes en situation de handicap physique.

Les adultes de Gemena décrivent des progrès et une faim persistante

Les adultes encadrant des enfants et ceux du quartier Congo A décrivent des progrès depuis 2024 — jardins, épargne, petit élevage, forages, centres de santé construits ou réhabilités, enfants mangeant plus de deux fois par jour — et, dans le même temps, des enfants encore malnutris, des décès d'enfants, des médicaments en rupture et des salaires impayés. Ils décrivent aussi leur propre mobilisation contre l'insécurité, le banditisme urbain et les érosions. À Binza, les membres du réseau de protection de l'enfant relient la malnutrition à la protection des enfants et en débattent sous cet angle.

Là où enfants et adultes se sont exprimés au même endroit, leurs regards se complètent

Dans plusieurs communautés, enfants et adultes ont participé à des dialogues distincts : à Kikula, Kisunka et Simba, à Fungurume, à Kakanda, et dans les quartiers de Gemena. Les adultes y parlent davantage de terre, d'intrants, de climat, de salaires, de services et d'appui public ; les enfants parlent davantage de l'heure et du contenu des repas, des dettes et du comportement des adultes, de l'école et de leur place dans les décisions. Les deux groupes se rejoignent sur le manque d'argent et, autour de Likasi, sur la perte des terres au profit de l'activité minière. Ils divergent au Sud-Ubangi sur l'évolution depuis 2024.

7. Quelles actions les participants proposent-ils ?

Les actions ci-dessous sont celles des participants. Elles sont regroupées par domaine et distinguent, quand les formulaires le permettent, ce qui est déjà fait, ce que les participants s'engagent à faire et ce qu'ils demandent à d'autres.

Ce que les participants font déjà

- **Produire et épargner :** jardins familiaux, cultures, petit élevage (porcs, poulets, cailles à Simba), groupes d'épargne, activités génératrices de revenus, couture et maçonnerie (Sud-Ubangi, Haut-Katanga, Lualaba).
- **Changer certaines pratiques :** ne plus vendre les récoltes avant maturité ni tout vendre, servir les repas à des heures plus raisonnables, lavage des mains, assainissement des parcelles (Gemena).
- **Se mobiliser** : plaidoyer pour la route vers les écoles et le marché (quartier Congo A) et plaidoyer des enfants parlementaires auprès des autorités locales, communales, provinciales et sanitaires (Maluku). À Gemena, des jeunes rapportent aussi des veillées nocturnes face à l'insécurité et soulèvent la question de leur rémunération ; cette pratique appelle un examen sous l'angle de la protection.

Ce que les ménages, les communautés et les enfants s'engagent à faire

- **Femmes :** préparer au moins un repas varié par jour avec trois groupes d'aliments locaux, ajouter soja et arachide aux sauces, servir les repas à temps, pratiquer l'allaitement maternel exclusif, se laver les mains, parler avec les époux de l'achat des aliments, créer des jardins (Sake, Kihindo) ; démonstrations culinaires, comités d'hygiène, tontines et coparentalité (Nyangezi) ; être des relais et ouvrir des espaces de causerie (Goma).
- **Leaders religieux et communautaires :** intégrer la nutrition dans les prédications et les réunions, sensibiliser les ménages, promouvoir jardins et petit élevage, lutter contre la vente des produits nutritionnels, surveiller et orienter les enfants malnutris, réserver une part de la récolte avant toute vente (Luiza, Idjwi).
- **Enfants :** porter les messages dans la famille et à l'école, apprendre le lavage des mains aux frères et sœurs, encourager les mères à consommer plus de légumes et de fruits, parler aux parents pour faire des jardins, rappeler aux parents leurs responsabilités.
- **Agriculteurs et réseau de protection de l'enfant :** diversifier productions et repas, s'impliquer davantage dans l'agriculture, montrer l'exemple par le maraîchage (Fungurume, Binza).

Ce que les participants demandent aux autorités et aux partenaires

- **Paix et sécurité :** fin des conflits armés, sécurisation, accès humanitaire et déminage des zones suspectées d'engins non explosés (Kivu) ; éclairage public et sécurité dans les quartiers (Gemena).
- **Terre :** protéger les terres face aux activités minières et donner plus d'espace à cultiver (comités d'enfants autour de Likasi) ; indemniser les victimes de la pollution (Fungurume) ; retirer le bétail des terres arables (Masisi) ; faciliter l'accès à la terre pour les familles pauvres et les personnes vivant avec un handicap (Kakanda) et pour pallier les sols infertiles (Gemena).

- **Revenus et économie :** emplois pour les parents et les jeunes diplômés, salaires de l'État payés régulièrement, monnaie et prix stabilisés, taxes réduites sur les denrées que les mères apportent au marché (Gemena) ; crédit et capital pour le commerce et l'agriculture.
- **Production :** semences, engrais, outils, encadrement des agronomes, techniques agricoles résilientes, appui à l'élevage, arbres fruitiers dans les ménages et les écoles.
- **Santé :** médicaments dans les structures, soins à un « bon prix », dépistage des enfants de moins de cinq ans, gratuité des soins de santé primaires, renforcement de la prise en charge de la malnutrition sévère et aiguë, moustiquaires.
- **Eau, routes et salubrité :** forages et fontaines réparés et multipliés, écoles raccordées à l'eau, routes et dessertes agricoles réhabilitées, lutte contre les érosions, poubelles publiques, assainissement des marchés.
- **École :** cantine ou repas scolaire (avec des avis divergents à Goma sur sa faisabilité), appui aux frais scolaires, bancs et toilettes propres.
- **Aide alimentaire :** assistance de meilleure qualité et plus variée au Kivu ; l'aide en argent liquide est débattue.
- **Participation :** associer les enfants aux décisions du ménage et de la communauté ; financer les organisations locales de femmes, de jeunes et de personnes vivant avec un handicap.

8. Que nous aident à voir les dialogues ?

Un même résultat, des origines très différentes

Partout, les participants décrivent moins de repas et des repas moins variés. Mais ce qui y conduit change d'un lieu à l'autre : la guerre et les engins explosifs au Kivu, la terre prise par les mines autour de Likasi, la perte d'emplois miniers à Kakanda, les salaires impayés et le commerce qui ne rapporte plus à Gemena, l'ananas qui occupe les terres à Mugote, le bétail dans les champs à Masisi. Un même constat — « nous ne mangeons pas bien » — recouvre ainsi des situations qui ne se ressemblent pas, et les participants eux-mêmes ne demandent pas la même chose selon l'endroit où ils vivent.

Les connaissances nutritionnelles ne suffisent pas lorsque les moyens manquent

De nombreux formulaires mentionnent un « manque de connaissances ». Pourtant, lorsque les participants parlent de leur propre situation, ils décrivent souvent un savoir sans moyens : des enfants qui récitent les groupes d'aliments appris à l'école mais n'y ont pas accès, d'autres qui composent le menu idéal en sachant qu'il est hors de portée, des adultes qui disent appliquer les bonnes pratiques « lorsque les ressources le permettent ». Ces récits montrent un écart entre ce que certains participants savent et ce qu'ils peuvent acheter, produire ou protéger ; d'autres signalent également des besoins de connaissances nutritionnelles.

Avoir faim là où la terre produit

Plusieurs communautés formulent elles-mêmes un paradoxe : à Idjwi, une île dont la production nourrit Bukavu et Goma ; à Mugote, une culture d'ananas qui rapporte mais part vers les villes ; à Kakanda, une cité qui dépend désormais de vivres venus de loin ; à Mugunga, des enfants pour qui il « n'est pas normal » d'avoir faim dans un pays qui regorge de terres arables. Ce qui est en jeu, dans leurs mots, n'est pas l'absence de production mais ce qui empêche ou détourne l'accès à ce qui est produit : l'insécurité, la vente, la perte de la terre ou du travail agricole.

Les enfants voient le ménage de l'intérieur, les adultes regardent vers les institutions

Les enfants décrivent l'heure à laquelle ils mangent, le contenu de l'assiette, le moment du mois où l'argent manque, les dettes, et le comportement des adultes autour d'eux. Les adultes décrivent plus

volontiers les intrants, le climat, les salaires, les services et l'appui public. Ces deux regards ne se contredisent pas : ils éclairent des parties différentes d'une même réalité, et c'est souvent par les enfants que l'on apprend comment les contraintes économiques se traduisent concrètement dans la vie quotidienne du ménage.

Agir chez soi, demander aux autres ce que l'on ne peut pas faire seul

Ce que les participants font déjà ou s'engagent à faire relève surtout du ménage et de la communauté : jardins, petit élevage, épargne, horaires et variété des repas, hygiène, messages. Ce qu'ils demandent aux autres porte sur ce qui dépasse ces échelles : la paix, la protection des terres, les salaires et l'emploi, les intrants, les soins, l'eau, les routes. Plusieurs dialogues rappellent aussi les limites de l'action domestique — un jardin que l'on ne peut pas clôturer, une épargne sans coffre, des pratiques connues que l'on ne peut pas appliquer faute d'argent.

9. Conclusion

Les dialogues tenus en RDC en 2026 décrivent des familles qui mangent peu, souvent une seule fois par jour, et de façon monotone, parce que l'argent manque et parce que la terre leur échappe. Ce double manque prend des visages très différents selon que l'on vit sous la menace des groupes armés au Kivu, à proximité de l'activité minière du Haut-Katanga et du Lualaba, dans une cité du Sud-Ubangi où les salaires ne sont plus payés, ou sur une île qui nourrit les villes voisines.

Les enfants y apportent un regard précis sur la vie du ménage et une demande claire d'être associés aux décisions ; les adultes, une attention aux conditions de production, aux services et aux institutions ; les femmes, des contraintes que d'autres ne nomment pas. Tous agissent déjà à leur échelle et demandent aux autres d'agir là où ils ne le peuvent pas.

Ce tableau est celui de 33 dialogues, rédigés par des rapporteurs, dans des communautés accompagnées par World Vision et ses partenaires. Il ne mesure pas l'ampleur de la malnutrition en RDC ; il restitue, aussi fidèlement que possible, ce que les participants ont dit lorsqu'on leur a donné la parole.

Annexe A — Dialogues inclus dans la synthèse

Dates : dates d'événement enregistrées. Participants : total enregistré dans le formulaire (F/H selon la ventilation lorsqu'elle est disponible). Tous les formulaires sont rédigés en français.

Code	ID dialogue	Type	Participants (voix)	Lieu — province	Date	Nombre
D01	60431	Atelier enfants	Enfants (Espace Amis d'Enfants)	Kabale Katambi, Rusayo (Nyiragongo) — Nord-Kivu	2026-06-04	15 (F 9 / H 6)
D02	60547	Atelier enfants	Enfants (Parlement d'enfants)	Nyamilima, Binza (Rutshuru) — Nord-Kivu	2026-06-13	15 (F 5 / H 10)
D03	60433	Atelier enfants	Enfants	Kanyaruchinya (Nyiragongo) — Nord-Kivu	2026-06-18	15 (F 9 / H 6)
D04	60558	Dialogue parties prenantes	Autorités locales et leaders communautaires	Cité de Luiza — Kasaï-Central	2026-06-18	18 (F 2 / H 16)
D05	60651	Dialogue parties prenantes	Femmes	Sake (Masisi) — Nord-Kivu	2026-07-02	25 (F 25 / H 0)
D06	60653	Dialogue parties prenantes	Femmes	Kihindo (Masisi) — Nord-Kivu	2026-07-09	21 (F 21 / H 1)
D07	60701	Dialogue parties prenantes	Leaders religieux et communautaires, producteurs, femmes	Bugarula (Idjwi) — Sud-Kivu	2026-07-13	43 (F 25 / H 18)
D08	60703	Dialogue parties prenantes	Leaders religieux	Kashofu (Idjwi) — Sud-Kivu	2026-07-16	35 (F 14 / H 21)
D09	60760	Dialogue parties prenantes	Leaders communautaires et religieux, autorités, femmes	Mugote (Idjwi Sud) — Sud-Kivu	2026-07-16	34 (F 24 / H 1)
D10	60793	Dialogue parties prenantes	Agriculteurs, éleveurs et parents	Fungurume — Lualaba	2026-07-20	42 (F 27 / H 15)
D11	60797	Dialogue parties prenantes	Enfants (comité de protection de l'enfant)	Kikula (Likasi) — Haut-Katanga	2026-07-20	20 (F 13 / H 7)
D12	60810	Dialogue parties prenantes	Enfants parrainés	Fungurume — Lualaba	2026-07-20	1 enregistré (ventilation : 24 enfants, F 16 / H 8)
D13	60812	Dialogue parties prenantes	Adultes de la communauté	Kikula (Likasi) — Haut-Katanga	2026-07-20	21 (F 16 / H 5)
D14	60795	Dialogue parties prenantes	Groupes de femmes	Kisunka (Likasi) — Haut-Katanga	2026-07-21	39 (F 39 / H 0)
D15	60806	Dialogue parties prenantes	Enfants (comité d'enfants)	Kisunka (Likasi) — Haut-Katanga	2026-07-21	27 (F 11 / H 14)
D16	60825	Dialogue parties prenantes	Personnes vivant avec un handicap et membres de la communauté	Kakanda (Lubudi) — Lualaba	2026-07-21	34 (F 9 / H 25)
D17	61041	Dialogue parties prenantes	Enfants et jeunes (comité de protection de l'enfant)	Kakanda (Lubudi) — Lualaba	2026-07-21	25 (F 8 / H 16)
D18	60829	Dialogue parties prenantes	Agriculteurs	Simba (Likasi) — Haut-Katanga	2026-07-22	40 (F 33 / H 7)
D19	60831	Dialogue parties prenantes	Enfants (trois comités d'enfants)	Simba (Likasi) — Haut-Katanga	2026-07-22	20 (F 10 / H 10)
D20	60861	Atelier enfants	Enfants (parrainés, parlementaires)	Maluku — Non précisée	2026-07-23	30 (F 17 / H 13)

Code	ID dialogue	Type	Participants (voix)	Lieu — province	Date	Nombre
D21	60863	Dialogue parties prenantes	Femmes leaders	Nyangezi (Walungu) — Sud-Kivu	2026-07-23	11 (F 11 / H 1)
D22	60865	Atelier enfants	Enfants	Ngandu — Non précisée	2026-07-24	32 (F 14 / H 18)
D23	60875	Dialogue parties prenantes	Parents et adultes	Nzambe Ngoyi / Ngbandala — Sud-Ubangi	2026-07-25	22 (F 15 / H 7)
D24	60877	Atelier enfants	Enfants et jeunes	Nzambe Ngoyi — Sud-Ubangi	2026-07-25	19 (F 9 / H 10)
D25	60922	Atelier enfants	Enfants et jeunes	Ngbandala — Sud-Ubangi	2026-07-25	22 (F 16 / H 6)
D26	60928	Atelier enfants	Enfants et jeunes	Gemena3 (Gemena) — Sud-Ubangi	2026-07-27	27 (F 18 / H 9)
D27	60933	Dialogue parties prenantes	Adultes encadrant des enfants (programme Ledia)	Gemena (programme Ledia) — Sud-Ubangi	2026-07-30	44 (F 14 / H 30)
D28	60935	Dialogue parties prenantes	Adultes du quartier	Congo A, aire de santé Ferme (Gemena) — Sud-Ubangi	2026-07-30	44 (F 20 / H 24)
D29	60937	Atelier enfants	Enfants et jeunes	Congo A, aire de santé Ferme (Gemena) — Sud-Ubangi	2026-07-30	20 (F 4 / H 16)
D30	61063	Dialogue parties prenantes	Réseau communautaire de protection de l'enfant	Nyamilima, Binza (Rutshuru) — Nord-Kivu	2026-08-08	15 (F 5 / H 10)
D31	61086	Dialogue parties prenantes	Femmes leaders (réseau Paix et Sécurité)	Goma — Nord-Kivu	2026-08-12	30 (F 27 / H 3)
D32	61088	Atelier enfants	Enfants retournés	Mugunga (Goma) — Nord-Kivu	2026-08-13	25 (F 20 / H 5)
D33	61166	Atelier enfants	Enfants (Espace Amis d'Enfants)	Ndosho (Goma) — Nord-Kivu	2026-08-24	27 (F 18 / H 9)